



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

**ARRETÉ N° 565/DDPP/2014**  
**portant mise en demeure**

La préfète de la Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

VU les dispositions de la directive européenne IED relative aux émissions industrielles ;  
VU le titre VII du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement relatif aux dispositions communes aux contrôles et aux sanctions et notamment ses articles L. 171-7 et L.171-8 ;  
VU le livre V du code de l'environnement relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances et notamment ses articles R. 515-82 II, R. 515-72 et R. 515-59 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 13 août 2004 réglementant les activités de traitement de bois exercées par la société FBI sur le territoire de la commune de BOISSET LES MONTROND, "Le Cerizet" ;  
VU l'accusé de réception du 17 juin 2013 prenant acte de la reprise de l'installation susvisée par la société MOULINVEST ;  
VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 octobre 2014 établissant le défaut de transmission par l'exploitant du dossier de mise en conformité et du rapport de base prévus aux articles R. 515-81 et R. 515-59 du code de l'environnement ;  
**CONSIDERANT** que les dispositions applicables aux établissements bénéficiant de l'antériorité sur les rubriques 3xxx de la nomenclature des installations classées relevant de la directive européenne IED ne sont pas respectées ;  
**CONSIDERANT** que l'exploitant n'a pas donné suite au courrier de l'Inspection des installations classées en date du 5 juin 2014 lui octroyant un délai jusqu'au 15 août 2014 pour satisfaire à ces obligations ;  
**CONSIDERANT** qu'au vu des éléments ci-dessus, il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;  
**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

La société MOULINVEST, sise à BOISSET LES MONTROND, lieu-dit "Le Cerizet" 42210, est mise en demeure de produire et transmettre à l'Inspection des installations classées, avant le 31 décembre 2014, le rapport de base et le document de conformité prévus aux articles R. 515-81 et R. 515-59 du code de l'environnement.

**ARTICLE 2 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'Environnement susvisé.

**ARTICLE 3 :**

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :**

Monsieur le Sous-Préfet de Montbrison, Madame la Directrice départementale de la protection des populations, Madame la Directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et Madame le maire de BOISSET LES MONTROND sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée d'un mois en mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le 04 DEC. 2014

  
Pour la Préfecture  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

Gérard LACROIX

Copie adressée à :

- Monsieur le Directeur de la société MOULINVEST

Lieu-dit "Le Cerizet"

42210 BOISSET LES MONTROND

- Sous-Préfecture de Montbrison

- Madame le maire de BOISSET LES MONTROND

- Inspection des installations classées DREAL – Unité Territoriale de la Loire

- Archives

- Chrono